En luttes : SPPS, Fralib, Plysorol, Jussieu, Lejaby

mardi 21 décembre 2010, par Correspondant(es), LESAGE Jean-Yves, PYRO Sylvain (Date de rédaction antérieure : 15 décembre 2010).

Sommaire

- SPPS, EN GRÈVE POUR SAUVER
- FRALIB GEMENOS : APPEL AU
- PLYSOROL EN LUTTE !
- GRÈVE VICTORIEUSE DES AGENTS

SPPS, EN GRÈVE POUR SAUVER L'ENTREPRISE

Les ouvriers de SPPS refusent une réorganisation synonyme de la fin du pluralisme de la presse. Leur mouvement s'est durci depuis lundi 13 décembre.

SPPS est la filiale de Presstalis (ex-NMPP) qui assure la distribution de la presse et des magazines dans Paris et onze communes limitrophes. L'entreprise est menacée de fermeture pour externaliser la livraison des kiosques et la gestion des invendus à des entreprises pratiquant bas salaires et précarité à tout va, bien loin du statut des ouvriers du Livre.

Les salariés se sont donc mis en grève le 30 novembre sur la distribution des magazines. Avec leur syndicat, le SGLCE-CGT, ultra-majoritaire aux récentes élections, ils multiplient les opérations ponctuelles visant à saisir du papier qui transite ailleurs, ou occupant le siège de la société parisienne, porte des Lilas, pour empêcher la tenue du Comité central d'entreprise (CCE). Ils ont également bloqué la distribution des quotidiens pour exiger la libération de neufs salariés placés en garde en vue lors d'une nuit d'action où la police a voulu faire du zèle. Mais ni ces gardes à vue ni les plaintes déposées ici et là n'ont entamé leur détermination.

Ces actions, soutenues par le Syndicat général du Livre, en particulier par les travailleurs des imprimeries de presse quotidienne et du Journal officiel, ont permis quelques avancées dans la négociation. On est passé de l'annonce de la disparition de l'entreprise au maintien d'un de ses trois centres, celui de Bobigny, avec l'idée de le doter de la distribution des quotidiens et des seuls hebdos politiques. Avec des reclassements et un plan social « de haut niveau », comme disent régulièrement les patrons de cette profession où l'emploi s'est littéralement effondré depuis 30 ans. Pour les délégués SPPS, la négociation continue avec l'objectif de maintenir la surface distribuée, de conserver les statuts des travailleurs et de maintenir la totalité de la charge de travail.

Le contre-plan présenté à la direction maintient 122 ouvriers sur 186. La réorganisation proposée par le syndicat intègre en effet un effort réel de gain de productivité mais contrecarre les projections patronales sur les économies à faire en sous-traitant le boulot à des smicards à temps partiel…

Au-delà des enjeux sociaux, ce conflit restera comme l'un des marqueurs de la résistance de la profession à la destruction des outils de défense du pluralisme mis en place à la Libération. Les

États généraux de la presse voulus par Sarkozy et les préconisations du rapport Mettling indiquent clairement que la presse doit devenir une marchandise comme les autres, c'est-à-dire une machine à cash. Impression, distribution, abonnements, toute l'architecture des aides publiques est remise en cause avec l'objectif avoué de laisser crever les titres « non rentables ». Même si le système actuel est très insuffisant pour assurer un vrai pluralisme, la disparition des derniers éléments issus de la Libération serait une aggravation supplémentaire. De ce point de vue, le cas des NMPP (aujourd'hui Presstalis) qui assurent la distribution de tous les titres à égalité est emblématique puisque dans ce système les gros éditeurs paient les camions dans lesquels les petits éditeurs montent aussi.

Pour toutes ces raisons, le 6 décembre, Olivier Besancenot est venu apporter son soutien aux travailleurs lors d'une Assemblée générale au centre de Bobigny. Il a aussi répondu à l'invitation du comité NPA des Industries graphiques le même jour pour une rencontre débat autour d'un buffet qui à réuni plus de 35 camarades dont de nombreux responsables syndicaux.

Il est clair qu'il va falloir taper plus fort pour faire céder les éditeurs et derrière eux le gouvernement.

Jean-Yves Lesage

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 82 (16/12/10).*

SPPS : NEUF TRAVAILLEURS EN GARDE À VUE

SPPS est la filiale de Presstalis (ex-NMPP) qui distribue les journaux et les magazines dans les kiosques parisiens. La direction voudrait purement et simplement fermer l'entreprise pour confier le travail à des sociétés de transport où règnent bas salaires et précarité de l'emploi. 280 emplois sont en jeu. Avec le SGLCE-CGT, ultra-majoritaire dans la société, les travailleurs ont engagé l'épreuve de force pour sauver l'emploi et les statuts du personnel avec un plan précis qui accepte de renforcer la productivité.

En grève sur la distribution des magazines depuis le milieu de la semaine dernière, les travailleurs ajoutent à l'action des visites d'entreprises qui traitent ce qui est de fait leur charge de travail. Dans la nuit de jeudi à vendredi la police est intervenue massivement alors que la « visite » était terminée pour arrêter à l'aveuglette des travailleurs dans les parkings alentour. Neuf d'entre eux, choisis au hasard, ont été placés en garde à vue 24 heures au commissariat de Sarcelles. Ce qui provoquait en riposte la non-distribution des quotidiens à Paris. Choqués mais mobilisés, les salariés réunis en assemblée générale le vendredi après-midi décidaient de poursuivre et renforcer l'action avec le soutien de tout le syndicat général du livre.

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 81 (09/12/10).*

FRALIB GEMENOS : APPEL AU BOYCOTT DES PRODUITS LIPTON….

Fin septembre, le groupe UNILEVER annonçait son intention de fermer l'usine FRALIB (Thés Éléphant et Lipton) de Gémenos (13). 182 emplois sont depuis menacés. Certains salariés ont 35 ans d'ancienneté dans l'entreprise. Le plan de reclassement d'Unilever propose majoritairement des emplois dans ses usines de Pologne…

Face à la brutalité de l'annonce, les salariés de Fralib se sont aussitôt organisés pour contrer les plans d'Unilever. Forts de leur lutte du printemps dernier(1), ils sont bien décidés à démontrer que les raisons économiques avancées par le groupe sont injustifiées et mensongères. Ils l'ont expliqué au préfet et aux élus présents lors de la table ronde à la préfecture le 26 novembre dernier, ce qui a conduit le représentant de l'État à demander à Unilever et aux syndicats de faire des propositions alternatives à la fermeture.

Pour l'intersyndicale CGT – CFE/CGC, la solution est le rétablissement de l'investissement à Gémenos et en particulier l'installation de machine pour produire les sachets Pyramides fabriqués actuellement en Belgique et en Pologne avec la matière première de Fralib. C'est la raison pour laquelle ils appellent les consommateurs à boycotter les produits LIPTON et en particulier les sachets « pyramides ».

Les salariés restent unis et déterminés contre la fermeture de l'usine. La solidarité doit se développer autour de leur lutte et de la défense de l'emploi industriel en Provence.

Un rassemblement départemental interprofessionnel sur l'emploi et contre le chômage aura lieu le lundi 13 décembre à 11 heures devant l'usine Fralib à Gémenos. Le NPA appelle à y participer massivement.

(1) Au printemps 2010, les salariés de Fralib ont mené une lutte exemplaire pour l'augmentation de leurs salaires. L'intersyndicale a démontré que l'augmentation croissante de la productivité ne profitait qu'aux actionnaires. Ils ont aussi démontré comment Unilever vole le fisc français en rapatriant ses bénéfices en Suisse à travers la société USCC (Unilever Supply Chain Company). Très présents aussi dans la lutte contre la réforme des retraites, ils ont parfaitement fait le lien entre les salaires, les retraites et l'emploi. Les luttes des FRALIB sont emblématiques sur ces trois fronts.

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 81 (09/12/10).*

PLYSOROL EN LUTTE !

Plysorol, c'est l'histoire du capitalisme qui en virant au libéralisme liquide notre politique industrielle et lamine les ouvriers.

Située à Lisieux, capitale du chômage du Pays d'Auge, ville qui a subit Bernard tapie liquidateur de l'usine Wonder où travaillait une majorité de femmes et qui au fils de la crise n'arrête pas de voire fermer ces usines, en particuliers celles liées à l'automobile.

Plysorol, Leroy puis Isoroy, a été fondé en 1907 , leader européen à une époque de la filière bois cette usine a compté près de 1200 salariés sur Lisieux qui en était le siège social et puis au fur et à

mesure des repreneurs la situation n'a cessé de se dégrader : Pinault avait racheté l'entreprise pour un euro pour la céder ensuite à des portugais.

En mars 2009 après liquidation restait 3 usines, Lisieux, Fontenay , Epernay avec au total 500 emplois mais surtout 600 000 hectares de concessions de forêts au Gabon et son bois d'okoumé prisé pour le contreplaqué .

Un repreneur Chinois a été retenu, soutenu par le Maire UMP, le PS , le PCF, EE local et l'Etat au motif qu'il allait sauver tous les sites et tous les emplois.

6 mois plus tard, il était évident que ce repreneur ne respectait aucun engagement, se comportait en voyou et pillait les forêts au Gabon au profit de la Chine et pourtant personne n'a daigné entendre les appels répétés d'au secours des salariés.

Bien que tout le monde parle de poursuites judiciaires, ce dernier court toujours et pour longtemps.

18 mois plus tard, nouvelle liquidation judiciaire et nouveau repreneur, Libanais cette fois : résultat l'usine de Lisieux sacrifiée et avant liquidation : 150 licenciés sur 220 salariés.

Alors qu'Estrosi Ministre de l'industrie, c'était engagé « à ne laisser personne au bord du chemin » non seulement les gens sont virés comme des malpropres mais avec presque rien.

Alors que les collectivités et l'Etat sont prêts a accordé des aides conséquentes au repreneur les gens galèrent et pour le moindre secours sont obligés de fournir moult justificatifs.

Ces gens n'ayant plus rien à perdre occupent le devant de leur usine jour et nuit depuis le 25 octobre pour obtenir leur dû. Le paiement de leur indemnité avant le 15 décembre et une prime extra légale à la hauteur du préjudice subit.

Ces ouvriers parlent tous les jours d'un savoir faire qui se perd, de leur métier et de leur savoir faire.

Ces ex salariés sont malades que personne n'est défendu un véritable projet industriel à une époque où l'on parle beaucoup de développement durable. Ils regrettent en particuliers de ne pas pouvoir travailler les bois de pays.

Ils sont ulcérés de l'attitude du Maire UMP plus intéressés par une étape du tour de France que par le sort de ces concitoyens, depuis le début de la lutte jamais il n'est venu les voire, préférant les traiter à la radio « de bruleurs de palettes ».

Ce combat pacifique, dans la lignée des Moulinex, Molex et Continental est exemplaire et si jeté par les capitalistes mondiaux et abandonné par l'Etat, ce sont les gens simples eux qui expriment tous les jours leur solidarité !

Le feu des plysorol brule depuis 45 jours et ces femmes et ces hommes déterminés voudrait que leur combat aboutisse avant noël car ils savent que le plus dur reste à venir la solitude dans la recherche d'emploi dans un bassin déjà durement touché.

Un concert de soutien aura lieu le samedi 11 decembre à Mezidon , à la Loco a partir de 17h00 .Entrée gratuite avec une caisse de solidartié (le concert est organisé par Michel Batrel militant NPA du comité Lisieux, Pays d'Auge).

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 81 (09/12/10).*

GRÈVE VICTORIEUSE DES AGENTS DE MÉNAGE DE JUSSIEU

Les agents de ménage en grève de la faculté Jussieu, à Paris, viennent de remporter une victoire. Le 22 novembre, la présidence de l'université annonçait 30 emplois supprimés au service de ménage par non-renouvellement de contrat et de nombreux autres dans l'université. Au ménage, la grève a été décidée le lendemain par l'intégralité du service (deux équipes, une cinquantaine de salariés), presque exclusivement composé de femmes. Un piquet de grève s'est mis en place devant la déchetterie, en empêchant l'accès.

Les militants syndicaux, personnels et étudiants ont organisé la solidarité : 6 000 pétitions, tracts, caisse de grève… Après une semaine, la direction donnait une solution pour une partie des agents mais en laissait toujours quatre sur le carreau. Pour les grévistes, la réponse a été claire : poursuite de la grève ! Une semaine plus tard, alors que le soutien s'est amplifié, que d'autres services menaçaient de se mettre en grève, que les déchets s'accumulaient, la présidence a annoncé la reconduction de tous les contrats au ménage mais aussi dans les autres services. La victoire est totale !

Cette lutte exemplaire doit redonner confiance aux personnels du secteur.
À l'École normale supérieure (ENS), la mobilisation se poursuit pour la titularisation des précaires et pour une augmentation des salaires. Partout dans la recherche et l'enseignement supérieur, les mêmes problèmes se posent : gel des salaires, explosion de la précarité, dégradation des conditions de travail. Alors que le gouvernement supprime des postes, s'attaque au statut, et organise la précarité, les agents de ménage victorieux de Jussieu montrent que, par la grève, on peut gagner !

Sylvain Pyro

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 81 (09/12/10).*

SOLIDAIRE DE LA LUTTE DES SALARIÉES DE LEJABY

COMMUNIQUÉ DU NPA

Depuis le 16 septembre, les salariéEs de Lejaby sont en grève contre la fermeture de 3 sites de production implantés en Rhône-Alpes, et la supression de 197 emplois .

Elles occupent le site de Rilleux-la-Pape pour s'opposer aux licenciements planifiés par la direction mais également pour obtenir des indemnités de licenciement à la hauteur du préjudice subi si les licenciements ne pouvaient être empêchés.

Avec beaucoup de ténacité et de courage, les femmes salariéEs de Lejaby se confronte à un patron qui, sans égard pour leur ancienneté dans l'entreprise ni pour leur avenir professionnel, délocalise une nouvelle fois la production à la recherche du profit maximum. Déjà en 2003, 225 emplois avaient été supprimés. Aujourd'hui, l'objectif de la direction est de ramener la production, en France, de

30% à 7%.

Aujourd'hui 27 septembre, 5 grévistes sont assignées devant le tribunal, accusées, par la direction, d'entrave à la liberté du travail.

C'est le patron qui devrait passer en procès pour destruction d'emplois, destruction qui va briser la vie des salariéEs concernées, jeter dans la galère des familles entières.

Le NPA réaffirme sa totale solidarité avec la lutte et les revendications des grévistes de Lejaby. Il faut, de toute urgence, renforcer le soutien à leur lutte pour faire céder la direction de Lejaby, obtenir l'annulation des licenciements programmés.

Le 27 septembre 2010.